



CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

**DÉLÉGATION CÔTE D'AZUR
250 RUE ALBERT EINSTEIN
06560 SOPHIA ANTIPOLIS**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
COMMUN AUX 2 LOTS**

**MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX PORTANT SUR LA REFECTION DE
L'ÉTANCHEITE DE TOITURES ET L'INSTALLATION DE PANNEAUX
PHOTOVOLTAÏQUES POUR LE COMPTE DE LA DELEGATION REGIONALE
COTE D'AZUR DU CNRS**

Procédure 2026-04

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – PREAMBULE	5
ARTICLE 2 – OBJET DU MARCHÉ	5
ARTICLE 3 – FORME DU CONTRAT	5
ARTICLE 4 – ALLOTISSEMENT.....	5
ARTICLE 5 – OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES	6
5.1 REPRESENTATION DE LA MAITRISE D’OUVRAGE.....	6
5.2 REPRESENTATION DE LA MAITRISE D’ŒUVRE	6
5.3 REPRESENTATION DE LA COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE	6
5.4 REPRESENTATION DU CONTROLE TECHNIQUE	6
5.5 REPRESENTATION DU FACILITATEUR D’INSERTION	7
5.6 REPRESENTATION DU TITULAIRE	7
5.7 MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE	7
5.7.1 MODIFICATIONS MINEURES.....	7
5.7.2 MODIFICATIONS MAJEURES.....	7
5.8 CONNAISSANCE DE L’OUVRAGE	8
5.9 OBLIGATION D’INFORMATION ET DE CONSEIL	8
5.10 Co-TRAITANCE	8
5.11 SOUS-TRAITANCE	8
ARTICLE 6 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	9
ARTICLE 7 – CONFIDENTIALITE	10
ARTICLE 8 – MESURES DE SECURITE	10
8.1 CERTIFICATION ET SECURITE DES PERSONNELS	11
8.2 MESURES RELATIVES AU PERSONNEL DU TITULAIRE	12
8.3 MESURES RELATIVES AUX SOUS-TRAITANTS	12
ARTICLE 9 – REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNÉES	13
OBLIGATIONS DU SOUS-TRAITANT	13
ARTICLE 10 – ASSURANCES.....	14
ARTICLE 11 – PRIX DU MARCHÉ	15
11.1 CONTENU DES PRIX.....	15
11.2 REPARTITION DES PAIEMENTS	16
11.3 FORME DES PRIX	16
11.4 ACTUALISATION DES PRIX.....	16
ARTICLE 12 – CLAUSE DE SAUVEGARDE	17
ARTICLE 13 – MODALITES DE REGLEMENT.....	17
13.1 PRESENTATION DES FACTURES	17
13.2 FACTURATION ELECTRONIQUE.....	18
13.3 DELAI DE REGLEMENT	18
ARTICLE 14 – AVANCE	19
ARTICLE 15 – ACOMPTES	19
ARTICLE 16 – NANTISSEMENT DE CREANCES	19
ARTICLE 17 – DUREE DU MARCHÉ ET DELAIS D’EXECUTION.....	20

17.1 DUREE DU MARCHE	20
17.2 DELAIS D'EXECUTION	20
17.3 PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION.....	20
17.4 REUNIONS DE CHANTIER	20
ARTICLE 18 – PENALITES	21
18.1 PENALITE DE RETARD DANS L'EXECUTION DES TRAVAUX	21
18.2 PENALITE DE RETARD DANS LA REMISE DES DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION	21
18.3 PENALITES DE RETARD DANS LA REMISE DES DOCUMENTS DANS LA PERIODE DE PREPARATION.....	21
18.4 PENALITES DE RETARD DANS LA REMISE DE TOUT TYPE DE DOCUMENT ECRIT ET GRAPHIQUE EN COURS DE CHANTIER	21
18.5 PENALITES POUR ABSENCE OU RETARD INJUSTIFIES AUX REUNIONS PAR LE TITULAIRE DUMENT REPRESENTE	21
18.6 PENALITE DE RETARD DANS LA REMISE D'UN CONTRAT DE SOUS-TRAITANCE	22
18.7 PENALITES EN CAS DE DECOUVERTE D'UN SOUS-TRAITANT NON DECLARE SUR LE CHANTIER	22
18.8 PENALITE POUR NON-RESPECT DE L'ENGAGEMENT D'INSERTION PAR L'ACTIVITE PROFESSIONNELLE.....	22
18.9 PENALITES POUR MANQUEMENT EN TERMES DE SUIVI DE LA GESTION DES DECHETS DE CHANTIER	22
18.10 PENALITE POUR NON-RESPECT DE LA CONTRIBUTION DE L'OFFRE DU TITULAIRE DU LOT 2 A LA RESILIENCE	22
ARTICLE 19 – LIEU D'EXECUTION	23
ARTICLE 20 – CLAUSE D'INSERTION PROFESSIONNELLE	23
20.1 LES PUBLICS VISES	23
20.2 LES MODALITES DE MISE EN CEUVRE	23
20.3 DUREE L'ELIGIBILITE DES PUBLICS.....	24
20.4 COMPTABILISATION DES HEURES DE FORMATION	24
20.5 GLOBALISATION DES OBJECTIFS D'INSERTION	24
20.6 SOUS-TRAITANCE	24
20.7 LICENCIEMENT ECONOMIQUE	25
20.8 LES MODALITES DE CONTROLE.....	25
ARTICLE 21 – CLAUSES ENVIRONNEMENTALES	25
21.1 ORGANISATION ET SUIVI DES DECHETS	25
21.2 GARANTIES PHOTOVOLTAÏQUES	25
21.3 CONTRIBUTION DE L'OFFRE DU TITULAIRE DU LOT 2 A LA RESILIENCE.....	26
21.3.1 DEFINITIONS	26
21.3.2 DISPOSITIF	26
ARTICLE 22 – MODIFICATION DU CONTRAT : CLAUSES DE REEXAMEN	27
22.1 MODIFICATION DU GROUPEMENT D'ENTREPRISES.....	27
22.2 MODIFICATION DE LA REMUNERATION EN CAS DE GROUPEMENT D'ENTREPRISES SOLIDAIRE	27
ARTICLE 23 – REALISATION DES OUVRAGES	27
23.1 CONTROLES	27
23.2 PREPARATION DES TRAVAUX.....	28
23.3 PLANS D'EXECUTION ET DE SYNTHESE – NOTES DE CALCUL – ETUDES DE DETAIL.....	28
23.4 TRAVAUX MODIFICATIFS	29
ARTICLE 24 – RECEPTION ET GARANTIES CONTRACTUELLES	29
24.1 RECEPTION.....	29
24.2 DELAI DE LA GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT	29
24.3 GARANTIES PARTICULIERES.....	29
ARTICLE 25 – RESILIATION	29
25.1 RESILIATION SANS FAUTE	29
25.2 RESILIATION POUR FAUTE	30
25.3 RESILIATION POUR REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	30

ARTICLE 26 – LITIGES – DROIT APPLICABLE	30
ARTICLE 27 – DEROGATION AU CCAG	31

ARTICLE 1 – PREAMBULE

Par l'intermédiaire de son Service Technique et Logistique (STL), la délégation régionale Côte d'Azur du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) souhaite créer une installation photovoltaïque en autoconsommation sur deux de ses bâtiments indiqués à l'article 2 ci-dessous, le tout avec un seul point de livraison en haute tension. Après étude, le site a été identifié comme pertinent pour une installation photovoltaïque.

A cette occasion, il sera également procédé à la réfection totale des étanchéités de toiture de ces bâtiments ainsi que de leur mise en conformité technique et thermique.

ARTICLE 2 – OBJET DU MARCHE

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières porte sur des travaux de réfection de l'étanchéité des toitures des bâtiments 2 GREDEG et 3 Délégation Côte d'Azur ainsi que des travaux d'installation de panneaux photovoltaïques sur ces deux bâtiments, pour le compte de la délégation régionale Côte d'Azur du CNRS.

Les principaux travaux sont les suivants :

Type de travaux	Lot concerné
Réfection de l'étanchéité des 3 toitures concernées (dépose de l'ancien complexe de couverture et pose du nouveau)	Lot étanchéité
Pose des plots et câbles de ligne de vie	Lot étanchéité
Fourniture et pose des ouvrages d'évacuation d'eaux pluviales	Lot étanchéité
Fourniture et pose d'un nouveau support pour la PAC	Lot étanchéité
Fourniture des plots du système d'intégration à thermosouder	Lot photovoltaïque
Pose des plots du système d'intégration à thermosouder	Lot étanchéité
Fourniture et pose des modules photovoltaïques, onduleurs et coffrets électriques dédiés	Lot photovoltaïque
Fourniture et pose des liaisons électriques en toiture, sur les façades, y compris pénétrations dans les bâtiments jusqu'aux locaux techniques. Raccordement sur les TGBTs des bâtiments concernés.	Lot photovoltaïque

ARTICLE 3 – FORME DU CONTRAT

Le contrat est un marché ordinaire, alloti tel que défini à l'article 4 ci-dessous.

ARTICLE 4 – ALLOTISSEMENT

L'opération de travaux est décomposée en 2 lots, selon la répartition suivante :

Numéro du lot	Intitulé du lot	CPV
1	Etanchéité	45261420-4
2	Photovoltaïque et électricité	45261215-4

Un lot correspond à un marché.

ARTICLE 5 – OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES

5.1 Représentation de la maîtrise d'ouvrage

- Maître d'ouvrage (MOA) et pouvoir adjudicateur : la maîtrise d'ouvrage est assurée par la délégation régionale Côte d'Azur du CNRS.
- Personne Responsable du Marché (PRM) : le délégué régional.
- Conduite d'opération : assurée par le STL de la délégation régionale Côte d'Azur du CNRS.

5.2 Représentation de la maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre (MOE) est assurée par l'entreprise suivante :

Nom commercial : NEPSEN

Adresse de l'établissement : 8 rue Charles Pathé 94300 VINCENNES

La MOA a confié à la MOE une mission portant sur les éléments suivants :

- Diagnostic (DIAG)
- Études d'avant-projet sommaire (APS)
- Études d'avant-projet définitif (APD)
- Études de projet (PRO)
- Assistance contrats de travaux (ACT)
- Visa des plans et des études d'exécution (VISA)
- Direction de l'exécution des contrats de travaux (DET)
- Assistance lors des opérations de réception (AOR)

5.3 Représentation de la coordination sécurité et protection de la santé

La mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (CSPS) des travailleurs est confiée à la société :

Nom commercial : Bureau Alpes Contrôles

Adresse de l'établissement : 3 bis impasse des Prairies 74940 ANNECY

5.4 Représentation du contrôle technique

Pour l'exécution du présent marché, le MOA a fait appel à un contrôleur technique (CT) agréé :

Nom commercial : Bureau Alpes Contrôles

Adresse de l'établissement : 3 bis impasse des Prairies 74940 ANNECY

Les interventions du CT portent sur les missions suivantes :

- L : Solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables
- S : Sécurité des personnes dans les constructions
- LE : Solidité des existants

Le titulaire doit tenir compte à ses frais de l'ensemble des observations du CT.

5.5 Représentation du facilitateur d'insertion

Afin de faciliter la mise en œuvre des clauses d'insertion, un dispositif d'accompagnement a été mis en place et doit être sollicité auprès du facilitateur mentionné ci-dessous :

**Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE)
Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis
Les Genêts – 449 route des Crêtes – BP43
06901 SOPHIA ANTIPOLIS**

Contact :
Isabelle GIRARDOT
Tél : 04 89 87 71 37
E-mail : i.girardot@agglo-casa.fr

5.6 Représentation du titulaire

Dès la notification du marché, le titulaire désigne, conformément aux dispositions de l'article 3.4.1 du CCAG, une ou plusieurs personnes physiques ayant qualité pour le représenter vis-à-vis du CNRS.

5.7 Modifications relatives au titulaire

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG, le titulaire est tenu de signaler toutes modifications survenant au cours de l'exécution du marché. Le titulaire fournit, le cas échéant, dans les plus brefs délais, les justificatifs appropriés mentionnant le changement (extrait K-bis, copie de l'annonce publiée dans un journal d'annonces légales, procès-verbal, nouveau RIB, etc.).

5.7.1 Modifications mineures

Sont considérées comme mineures les modifications suivantes concernant le titulaire :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager,
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité,
- À sa raison sociale ou à sa dénomination,
- À son adresse ou à son siège social,
- À ses coordonnées bancaires.

Ces modifications ne nécessitent pas la modification du marché mais doivent être signalées au CNRS.

5.7.2 Modifications majeures

Sont considérées comme majeures les modifications suivantes concernant le titulaire :

- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement,
- Tout projet de fusion ou d'absorption,
- Tout projet de cession du marché.

Ces modifications nécessitent une contractualisation. Il est donc important d'informer sans délai le CNRS de ces modifications. Le titulaire produit les documents et renseignements utiles.

5.8 Connaissance de l'ouvrage

Le titulaire, doit, conformément aux dispositions légales ou réglementaires en vigueur à la date de notification du marché, assurer le complet achèvement de tous les travaux suivant les règles de l'art et la parfaite utilisation de l'ouvrage.

Il reconnaît avoir une parfaite connaissance des lieux et de l'ouvrage dans la mesure où ces renseignements peuvent être raisonnablement obtenus par le reportage photographique inclus dans le dossier de consultation des entreprises et des études de la maîtrise d'œuvre à sa disposition, ainsi que de toutes les contraintes ou sujétions afférentes.

Il ne pourra arguer en aucune façon, de l'absence ou de l'insuffisance d'informations ou de renseignements postérieurement à la notification du marché pour s'exonérer de sa pleine et entière responsabilité dans l'exécution de ses obligations contractuelles.

Le titulaire est réputé avoir pris parfaitement connaissance du reportage photographique et de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

A ce titre, le titulaire est réputé avoir pris connaissance des éléments suivants :

- La nature et l'emplacement des travaux ;
- Les renseignements concernant les ouvrages existants et avoisinants ;
- Les prestations prévues aux autres marchés ;
- La nature et l'emplacement des lieux et des conditions générales et particulières qui y sont attachées ;
- Les modalités d'accès à la zone de chantier, d'installation de chantier, de stockage de matériaux, des disponibilités en eau et en énergie électrique.

Les conséquences des erreurs et carences du titulaire dans sa collecte des renseignements ne peuvent que demeurer à sa charge.

5.9 Obligation d'information et de conseil

Le titulaire s'oblige à informer sans délai le CNRS de toute difficulté rencontrée dans l'exécution du marché, de nature à retarder ou à compromettre la réalisation des prestations.

Il en va de même pour toutes les imprécisions et/ou ambiguïtés qu'il relèverait dans les documents contractuels du marché (article 6 du présent CCAP).

5.10 Co-traitance

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des autres membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard du MOA jusqu'à la date de fin de la garantie de parfait achèvement.

5.11 Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du présent marché, dans les conditions décrites aux articles L-2193-1 à L-2193-3 et R-2193-1 du Code de la commande publique, sous réserve de l'acceptation écrite des sous-traitants et de l'agrément des conditions de paiement de ceux-ci par le CNRS.

Il est fait application des dispositions de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée, relative à la sous-traitance et du Chapitre III : Sous-traitance du Code de la commande publique.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre :

- Le formulaire DC4 pré-rempli par le MOA fourni dans le dossier de consultation des entreprises, dûment complété, daté et signé par la société titulaire du marché et par son sous-traitant. En cas de signatures électroniques certifiées RGS ou eIDAS du titulaire et du sous-traitant, le DC4 peut être transmis par voie électronique. Dans le cas contraire, le DC4 doit être envoyé avec signatures manuscrites originales par voie postale ;
- Une attestation d'assurance du sous-traitant en cours de validité ;
- Une attestation fiscale récente prouvant que la société du sous-traitant est à jour de ses obligations auprès du Trésor Public ;
- Une attestation de vigilance URSSAF du sous-traitant en cours de validité ;
- Un relevé d'identité bancaire ou postal ;
- Le cas échéant, une délégation de pouvoir émanant de la personne habilitée à engager la société au profit du signataire du DC4. Cette disposition s'applique au titulaire et à son sous-traitant ;
- Si le sous-traitant est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet.

L'agrément d'un sous-traitant ne sera recevable que sous réserve que la demande en soit faite par le titulaire au CNRS dans un délai compatible avec la date prévisionnelle d'intervention du sous-traitant. Conformément à l'article R 2193-4 du code de la commande publique, le délai réglementaire d'acceptation et d'agrément tacite d'un sous-traitant est de 21 jours à compter de la réception des documents prévus à l'article R 2193-3 dudit code, en cas de silence gardé par le CNRS.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

ARTICLE 6 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, qui en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre suivant :

- L'Acte d'engagement (ATTRI1) et son annexe financière relative au lot du titulaire : la Décomposition du Prix Globale et Forfaitaire (DPGF),
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) commun à tous les lots,
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) commun à tous les lots,
- Le CCTP par lot ;
- Les annexes au(x) CCTP ;
- Le calendrier prévisionnel d'exécution auquel se substituera le calendrier détaillé d'exécution ;
- Le Cadre de Réponse Technique (CRT) relatif au lot du titulaire et ses annexes éventuelles,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG), annexé à l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux (Journal Officiel de la République Française n°0078 du 1er avril 2021 texte n°19),
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales Travaux (CCTG) approuvé par arrêté du 7 octobre 2021 ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Le CCAG applicable est une pièce générale, accessible sur le site de Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>). Cette pièce, non fournie, est réputée connue du titulaire du contrat. Le titulaire ne peut se prévaloir d'une quelconque ignorance de tout texte ou réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

Toute clause portée dans une documentation quelconque du titulaire contraire ou modifiant les dispositions des autres pièces du contrat, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont en particulier concernées par cette disposition.

ARTICLE 7 – CONFIDENTIALITE

Les dispositions de l'article 5 du CCAG s'appliquent au présent marché. Elles sont complétées par les dispositions suivantes :

Les parties qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs notamment à l'objet du marché, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services des parties contractantes, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

Le titulaire, ses collaborateurs et experts sont tenus par une obligation de secret et de discrétion. Ils s'interdisent de communiquer à quiconque, directement ou indirectement, tout ou partie des informations et documents de toute nature, techniques, financières, administratives, juridiques et stratégiques, ainsi que celles relatives à l'activité, à l'organisation et au personnel du CNRS, dont ils auraient eu connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Tous les résultats et documents produits dans le cadre de l'exécution des prestations sont la propriété exclusive du CNRS, qui en a la libre utilisation. Il en va de même de tous les moyens, documents et supports qui sont mis à la connaissance du titulaire.

Tous les documents ou informations qui sont portés à la connaissance du titulaire ou qui sont produits dans le cadre de l'exécution du présent marché sont protégés et gardés strictement confidentiels. Ils ne peuvent être divulgués par le titulaire à des tiers au présent marché, sans l'autorisation préalable du CNRS.

Le titulaire déclare se soumettre aux obligations résultant pour lui de l'application de ces mesures et reconnaît que toute divulgation léserait les intérêts du CNRS et engagerait sa responsabilité.

En cas de non-respect de la clause de confidentialité, le marché sera résilié pour faute du titulaire conformément à l'article 25.2 du présent CCAP et à l'article 50.3 du CCAG.

ARTICLE 8 – MESURES DE SECURITE

En complément de l'article 5.3 du CCAG, il est précisé que lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, ou sur des données considérées comme sensibles au titre des différents documents constitutifs du marché, le titulaire est tenu de se conformer aux dispositions édictées.

Le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier. Le titulaire prend sur son chantier toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter des accidents, tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers. Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main d'œuvre est employée.

Le CSPS informe le MOA et le MOE sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris des entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le CSPS prend les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Le CSPS a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au CSPS le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (PPSPS).

La réalisation de la Visite d'Inspection Commune (VIC) et la validation du PPSPS par le CSPS sont des conditions sine qua none avant tout démarrage de travaux.

En outre, la réglementation sur la protection du potentiel scientifique et technique, introduite par les dispositions du Code pénal et le décret du 2 novembre 2011, prévoit des dispositions de contrôle de l'accès à des Zones à Régime Restrictif dites ZRR. À ce titre le titulaire peut être soumis aux procédures correspondantes d'autorisation préalables d'accès lorsque les prestations sont susceptibles de concerner les informations relevant de telles zones.

Le titulaire se rapprochera du CNRS pour mettre en place dès que possible les modalités nécessaires aux accréditations de ses personnels à ces zones.

La communication des informations confidentielles à des tiers n'est autorisée que dans la limite de ce qui est strictement nécessaire à l'exécution du marché. Le titulaire doit informer ses sous-traitants des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Le titulaire s'engage à ce que les personnes ayant eu accès à ces informations confidentielles respectent ces mêmes obligations de confidentialité.

Le titulaire a l'interdiction de prendre des photographies des installations et équipements ainsi que toute captation vidéographique.

8.1 Certification et sécurité des personnels

Si la protection des intérêts essentiels du CNRS l'exige, le CNRS peut soumettre l'accès à certaines informations, données ou à certains composants sensibles des systèmes et applications du CNRS à l'agrément préalable les personnels du titulaire, et des sous-traitants éventuels y ayant accès, par le Fonctionnaire de Sécurité et de Défense (FSD) du CNRS.

Afin de permettre au CNRS d'effectuer les vérifications nécessaires, le titulaire s'engage à ce que ses agents fournissent les informations suivantes lorsqu'ils sollicitent l'agrément :

- Leur patronyme et leurs prénoms ;
 - Une photocopie lisible et recto-verso d'un titre d'identité dont la nature varie selon la situation individuelle de l'agent visé : Carte nationale d'identité (CNI) ou passeport en cours de validité pour les ressortissants français et communautaires ;
 - Un titre de séjour en cours de validité avec une autorisation de travail valable ou carte de résident pour les étrangers extracommunautaires ;
- Leur adresse actuelle si celle-ci diffère de celle portée sur leur titre d'identité fourni.

Par ailleurs, le CNRS se réserve le droit de solliciter toute autre information qu'il juge nécessaire à l'évaluation du risque en considération du niveau de sensibilité des données concernées, en rapport direct avec la prestation ou l'intervention demandée au titre de l'exécution des prestations en objet du marché.

Les informations demandées ne sont pas utilisées à d'autres fins que celles décrites dans le présent paragraphe, et ne sont pas conservées par le CNRS une fois connue la décision prise par le FSD pour le CNRS, d'agréer ou non la personne physique intervenant pour réaliser la prestation demandée.

A l'issue de la procédure interne d'agrément, le CNRS peut refuser au demandeur, sans indiquer le motif, l'accès aux équipements, installations et données concernés par l'objet du présent marché. Seule la décision d'agrément ou de refus d'agrément prise sur la base des renseignements fournis est conservée par le CNRS.

Le refus d'agrément notifié par le CNRS vaut interdiction pour le demandeur d'accéder aux équipements, installations et données concernés par l'objet du présent marché. Le CNRS peut retirer son agrément à tout moment sans avoir à énoncer ses motifs. Le titulaire doit alors proposer immédiatement un remplaçant de niveau équivalent qui fera à son tour l'objet de la procédure d'agrément décrite ci-dessous.

Le maintien dans les équipes du titulaire d'un personnel dont l'agrément a été refusé selon la procédure décrite ci-dessus expose le titulaire et la personne physique concernée à des poursuites pénales.

Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix.

8.2 Mesures relatives au personnel du titulaire

Les personnels du titulaire participant aux prestations du présent marché ne devront en aucune façon accéder à des informations classifiées. Ils devront se conformer strictement aux règles de protection des informations sensibles qu'ils pourraient avoir à connaître au titre de l'exécution du marché, ainsi qu'au règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur dans l'établissement du contractant. Ces personnels ne doivent accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés par le présent marché.

Le titulaire s'engage à informer ses personnels de l'ensemble des obligations auxquelles ils sont soumis au titre du présent contrat. L'exécution du contrat peut conduire le titulaire et certains de ses personnels à avoir connaissance d'informations sensibles qui, sans être couvertes par le secret de défense, ne doivent pas être rendues publiques. Le titulaire s'engage et engage ses personnels à ne faire aucune divulgation, sous quelque forme que ce soit, sans autorisation du CNRS, de tout élément connu dans le cadre du présent contrat, en dehors des communications strictement indispensables à l'exécution des prestations.

Le non-respect par le titulaire des prescriptions de sécurité du présent contrat pourra entraîner la résiliation sans indemnité du contrat à ses torts. L'émission, la reproduction et l'acheminement des documents protégés seront conformes aux règlements en vigueur. Les documents protégés de toutes natures et de tous types ayant servi à la réalisation du contrat sont restitués au CNRS.

Aucune donnée ne peut être partagée ou communiquée par le titulaire à un tiers au contrat sans le consentement exprès et préalable du CNRS propriétaire des données. Les obligations définies ci-dessus doivent continuer à s'appliquer pendant les 10 ans qui suivent la date d'expiration du contrat.

Par dérogation à l'article 48 du CCAG, les résultats obtenus dans le cadre de l'usage des équipements sont la propriété exclusive du CNRS, et ils échappent à ce titre à la propriété du titulaire. Le titulaire n'a pas le droit d'utiliser les résultats obtenus dans le cadre de l'usage des équipements pour d'autres clients (exploitation commerciale).

8.3 Mesures relatives aux sous-traitants

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leurs sont applicables, et reste responsable du respect de celles-ci envers le CNRS pendant toute la durée du marché.

A cette fin, le titulaire doit préalablement informer le CNRS par écrit des raisons du recours envisagé à un sous-traitant. Le CNRS se réserve le droit de refuser le sous-traitant sans avoir à se justifier d'une quelconque manière ou de l'autoriser, le cas échéant sous réserve que le sous-traitant s'engage à respecter des clauses de sécurité supplémentaires à celles imposées au titulaire.

En tout état de cause, le titulaire s'engage à insérer dans les documents contractuels régissant ses rapports avec son sous-traitant, l'obligation pour celui-ci de respecter l'ensemble des règles de protection de la sécurité des données et systèmes d'information auxquelles le titulaire est lui-même soumis.

Toute sous-traitance non-autorisée préalablement par le CNRS autorise celui-ci à résilier sans indemnités le contrat, aux frais et risque du titulaire.

ARTICLE 9 – REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNÉES

Certaines données transmises par le CNRS au titulaire en application du présent marché constituent des données à caractère personnel.

Chaque partie au présent marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du présent marché et ce durant tout le temps où ceux-ci produiront ses effets entre les présentes parties.

La réalisation des prestations par le titulaire doit ainsi respecter l'ensemble des exigences liées à la protection des données personnelles conformément aux dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et du règlement européen n°2016/679 sur la protection des données.

Le CNRS, en sa qualité de responsable de traitement et le titulaire, en sa qualité de sous-traitant assurent et préservent la sécurité, la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience des systèmes de traitement et des données contenues.

Obligations du sous-traitant

Le titulaire s'engage à ne traiter des données transmises que pour les seules finalités décrites dans le présent marché, conformément aux modalités exposées par le présent marché et à toutes instructions complémentaires données par le CNRS. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation d'une disposition en vigueur, il en informe immédiatement le CNRS.

Le cas échéant, le titulaire collabore avec le CNRS pour la réalisation d'analyses d'impacts relatives à la protection des données.

Le titulaire veille à ce que les personnels autorisés à traiter les données à caractère personnel s'engagent à en respecter la confidentialité ou soient soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le titulaire s'oblige à prendre toutes précautions utiles afin de les protéger contre toute destruction accidentelle ou illicite, perte, altération, diffusion et de garantir que les données ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement et atténuer les éventuelles conséquences négatives d'une faille de sécurité. Il met à la disposition du CNRS toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues au présent article et pour permettre la réalisation d'audits par le CNRS ou tout auditeur dûment mandaté par lui.

Le titulaire s'engage à communiquer au CNRS dans les meilleurs délais, et sous 48 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes sur le traitement des données personnelles ou sur le fonctionnement du système de traitement. Il lui fournit notamment toute information relative à la nature de la violation, au nombre de personnes concernées, aux catégories et au nombre d'enregistrements de données à caractère personnel concernés, ainsi qu'aux conséquences probables de la violation, aux mesures prises pour y remédier et atténuer les éventuelles conséquences négatives. Il conserve en outre tout document relatif à la violation de données, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Par ailleurs, il s'engage à coopérer avec le CNRS, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, dans toute la mesure du possible, à permettre l'exercice, par les personnes concernées, de leurs droits d'accès, d'opposition, de rectification ou de suppression prévus par la réglementation.

Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations à une autre entité ni procéder à une cession du présent marché sans l'accord écrit préalable du CNRS et dans le respect de la réglementation applicable.

Dans ce cas, le sous-traitant du titulaire est tenu de respecter les obligations présent marché. Il appartient au titulaire de s'assurer que son sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences des dispositions en vigueur. Le titulaire demeure pleinement responsable devant le CNRS des éventuels manquements de son sous-traitant en matière de protection des données.

En cas de changement de sous-traitance ayant un impact sur les données à caractère personnel et sur le niveau d'engagement du titulaire au titre du présent marché, ce dernier s'engage à le notifier au CNRS dans les plus brefs délais.

Le traitement des données ne peut être localisé en dehors de l'Union européenne, sans être en stricte conformité avec les obligations énoncées dans les clauses contractuelles types de la Commission européenne ou de la CNIL applicables au transfert de données.

Le cas échéant, le titulaire communique au CNRS le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données.

En cas de manquement à ces dispositions, la responsabilité du titulaire pourra être engagée, sans préjudice d'éventuelles actions récursoires pour les dommages qui lui sont imputables.

ARTICLE 10 – ASSURANCES

En application de l'article 8 du CCAG, du code civil et du code des assurances, le titulaire, en la personne de chacune de ses composantes, y compris les sous-traitants éventuels, doit contracter les polices d'assurances nécessaires couvrant :

- Sa responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers et du maître d'ouvrage, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations – dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non du fait de la réalisation des prestations, qu'elles soient en cours de réalisation ou terminées. En cas de travaux sur existants, ces garanties sont étendues aux dommages causés aux parties anciennes de l'ouvrage,
- Sa responsabilité civile décennale découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants du Code civil, le garantissant pour la mission confiée sur l'opération.

La police souscrite comporte au minimum les garanties de :

- Responsabilité civile décennale au sens des articles 1792, 1792-2 et 1792-4-1 du code civil y compris au profit des « existants totalement incorporés et techniquement indivisibles »

- Dommages immatériels consécutifs à des sinistres découlant de l'application des responsabilités et garanties visées ci-dessus s'ils ne sont pas inclus en extension du contrat de responsabilité de droit commun.

La production des attestations nécessaire doit être effectuée dans les 15 jours suivant la notification du marché et avant tout début d'exécution. Le titulaire adressera le renouvellement de chaque attestation annuelle au CNRS soit automatiquement, soit dans les 15 jours suivants la demande.

ARTICLE 11 – PRIX DU MARCHÉ

11.1 Contenu des prix

La monnaie de référence de ce marché est l'euro.

Conformément à l'article 9.1.1 du CCAG, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfices. Le prix des prestations s'entend comprendre toutes dépenses liées à la protection des salariés et des mesures sanitaires.

Les prix du titulaire sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux (article 9.1.1 alinéa 2 du CCAG Travaux), que ces sujétions résultent notamment :

- de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- de phénomènes naturels ;
- de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;
- de la réalisation simultanée d'autres ouvrages ;
- des dépenses communes liées au chantier au travers du compte Prorata qui sera à la charge du titulaire du lot n°1 : étanchéité.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux. Les prix s'entendent pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux de la spécialité concernée, ou rattachés à ceux-ci par les documents de consultation.

De surcroît, le titulaire est réputé avoir pris en compte, lors de l'étude de son offre, toutes les indications rappelées dans le dossier de consultation. Il est donc réputé avoir apprécié l'ensemble des sujétions particulières pouvant entraîner des augmentations de ses prix.

Les dépenses supplémentaires imprévues que le titulaire pourrait avoir à supporter en cours de chantier, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ces aléas et il lui appartient, après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.

À défaut de toute indication, les prix marché sont réputés établis en euros HT.

Les prix hors TVA seront majorés du montant de la TVA en vigueur au jour de l'établissement des pièces de paiement.

Ces prix sont exclusifs de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la réalisation des prestations qui font l'objet du présent marché, de telle sorte que pour l'exécution complète des prestations stipulées dans le

présent marché et dans l'offre du titulaire, le CNRS n'ait rien à payer au titulaire en sus, sous quelque forme ou quelque prétexte que ce puisse être.

11.2 Répartition des paiements

L'acte d'engagement (ATTR11) indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants, ou le cas échéant entre l'entrepreneur mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants en cas de groupement conjoint.

11.3 Forme des prix

Le marché est traité à prix forfaitaires suivant les prix indiqués à l'annexe à l'acte d'engagement : la DPGF. Les prix seront appliqués à tout ou partie du marché, quelles que soient les quantités livrées ou exécutées. Les prix sont également fermes et actualisables dans les conditions définies à l'article 11.4 du présent CCAP.

La non-exécution d'une prestation prévue au marché pourra faire l'objet d'une réfaction sur le prix.

11.4 Actualisation des prix

Les prix HT de chaque lot sont réputés établis sur la base des conditions économiques de la date de remise de l'offre par le titulaire. Si la procédure de passation a donné lieu à une négociation, la date à prendre en compte est la date de remise de l'offre finale par le titulaire.

Le prix de chaque lot sera actualisé une fois si un délai supérieur à trois (3) mois s'écoule entre la date à laquelle le titulaire a fixé son prix dans son offre et la date de début d'exécution des prestations du lot concerné. L'actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois (3) mois à la date de début d'exécution des prestations du lot concerné.

Les index/indices de référence choisis en raison de leur structure pour l'actualisation des prix sont les suivants :

Numéro du lot	Intitulé du lot	Index/indice
1	Etanchéité	BT53
2	Photovoltaïque et électricité	BT47

Les index/indices sont publiés par l'INSEE.

Le prix de base est actualisé, à la hausse comme à la baisse, par application de la formule de variation suivante :

$$P = P0 * (I / I0)$$

selon les dispositions suivantes :

- P : le prix actualisé HT du lot concerné ;
- P0 : le prix initial HT du lot concerné fixé dans l'offre ou l'offre finale du titulaire ;
- I correspond à la valeur de l'index/indice à une date antérieure de 3 mois à la date de début d'exécution des prestations du lot concerné ;
- I0 : correspond à la valeur de l'index/indice à la date de remise de l'offre ou de l'offre finale par le titulaire.

Si la valeur de l'index n'est pas encore connue aux dates escomptées, la dernière valeur connue à date sera prise en compte.

Conformément à l'article 10.5 du CCAG, le coefficient d'actualisation (I / I0) sera arrondi au millième supérieur.

En cas de disparition de l'indice, le nouvel indice de substitution préconisé par l'organisme qui l'établit sera de plein droit applicable. Dans l'hypothèse où aucun indice de substitution ne serait préconisé, les parties conviennent que

la substitution d'indice sera effectuée par avenant après accord de chacune d'entre-elles. À défaut d'un tel avenant, l'indice est conservé à sa dernière valeur avant disparition.

Les factures feront apparaître l'indice et les modalités de calcul de l'actualisation du prix.

Toute actualisation du prix devra être communiquée par le titulaire à l'adresse mël suivante : dr20-liste.marches@cnrs.fr.

ARTICLE 12 – CLAUSE DE SAUVEGARDE

L'actualisation des prix ne pourra conduire à une augmentation des prix de plus de 2%.

En cas de dépassement, les parties conviennent de se réunir pour justifier ce dépassement. En cas de désaccord entre les parties, le CNRS a la possibilité de résilier le marché sans indemnité.

ARTICLE 13 – MODALITES DE REGLEMENT

Le règlement est effectué par virement au compte ouvert au nom du titulaire à partir de son IBAN original. Pour rappel, le titulaire s'engage à informer le CNRS de toute modification de son IBAN.

13.1 Présentation des factures

Les factures afférentes aux paiements, doivent obligatoirement comporter les renseignements suivants :

- La date d'émission de la facture,
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries,
- La date de livraison et le lieu de livraison,
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture,
- Les références du marché (objet et numéro),
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés,
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire,
- Le montant hors taxe,
- Les pénalités éventuelles déduites,
- Le montant total hors taxe,
- Le taux et le montant total de la TVA ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération,
- Le montant total toute charge comprise,
- L'adresse de facturation,
- Le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire,
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement,
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

L'omission des mentions précitées dans la facture, entraîne une suspension du délai global de paiement.

Les informations à faire figurer dans l'entête de la demande de paiement sont :

- CNRS (SIRET n°18008901303720) – Structure CNRS (SCD) ;
- Le code service de l'entité CNRS facturée (MOY2000_OI)
- Le numéro d'engagement juridique communiqué lors de la notification du marché notifié par le CNRS.
- Le centre de facturation suivant :

13.2 Facturation électronique

Conformément à l'article L2192-1 du Code de la commande publique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : **<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>** ;
- Par dépôt au format PDF ;
- Par saisie en ligne dans le portail.

L'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

13.3 Délai de règlement

Le règlement sera effectué après validation du service fait, par virement bancaire sur le compte du titulaire. En cas de litige et notamment si le CNRS n'est pas satisfait de l'exécution des services, les paiements pourront être retardés jusqu'au règlement du litige.

Conformément aux dispositions aux articles R2192-10 et R192-12 du Code de la commande publique, le délai global de paiement des sommes dues au titre du présent contrat est de trente (30) jours, à compter de la date de réception de la demande de paiement formulée par le titulaire auprès de l'ordonnateur de la dépense ou de la date de réalisation de la prestation si elle est postérieure à la réception de la facture.

Le titulaire a droit à des intérêts moratoires pour retard de paiement d'une somme due au titre du contrat, sous réserve que le règlement ne soit pas différé du fait d'une défaillance constatée dans la prestation.

Le taux des intérêts moratoires est celui de « la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majorés de huit points ».

Un forfait de quarante (40) euros sera automatiquement appliqué au titre d'indemnité pour frais de recouvrement, lors de l'application d'intérêts moratoires en application de l'article D2192-35 du Code de la commande Publique.

L'Ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est le Délégué Régional pour la Délégation Côte d'Azur du CNRS - Les Lucioles 1 - Campus Azur - 250 rue Albert Einstein - 06905 Sophia Antipolis Cedex.

Le Comptable chargé du paiement est l'Agent Comptable Secondaire de la Délégation Côte d'Azur du CNRS - Les Lucioles 1 - Campus Azur - 250 rue Albert Einstein - 06905 Sophia Antipolis Cedex.

ARTICLE 14 – AVANCE

Conformément à l'article 10.1 du CCAG option A, une avance de 20% du montant initial du contrat peut être accordée au titulaire lorsqu'au terme de l'article R2191-3 du Code de la commande publique, le montant initial du contrat est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois. Cette avance est calculée sur la base du montant de l'annexe à l'acte d'engagement : la décomposition du prix global et forfaitaire, déduction faite, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

L'avance est mandatée au titulaire, dans un délai d'un mois à compter de la date de notification du marché.

Le titulaire indiquera s'il souhaite ou pas le versement de l'avance forfaitaire dans l'acte d'engagement (ATTRI 1).

Cette avance n'est ni actualisable, ni révisable.

ARTICLE 15 – ACOMPTES

Le règlement des comptes est effectué mensuellement, par acompte, suivant les dispositions de l'article 12 du CCAG. Le titulaire remet son projet de décompte au MOE, chaque mois avec un état cumulatif depuis le début des travaux.

Conformément à l'article 12.2.2 du CCAG, la notification de l'état d'acompte mensuel par le MOE est effectuée par ordre de service.

Le paiement est fait par mandat administratif au compte ouvert au nom du titulaire à partir de son Relevé d'Identité Bancaire (RIB) original. Le titulaire s'engage à informer le CNRS de toute modification de son RIB, conformément à l'article 5.7.1 du présent CCAP.

ARTICLE 16 – NANTISSEMENT DE CREANCES

Le CNRS remet au titulaire sur demande de ce dernier un certificat de cessibilité selon des modalités définies par l'arrêté du 28 juillet 2020 fixant le modèle de certificat de cessibilité des créances issues de marchés publics.

Le fonctionnaire habilité à donner les renseignements relatifs au nantissement est le Délégué régional.

Le certificat de cessibilité est remis par l'organisme bénéficiaire de la cession ou du nantissement au comptable assignataire en tant que pièce justificative pour le paiement.

La notification de la cession de créance doit être adressée à :

**CNRS – Délégation Côte d'Azur
SFAC – Agent comptable Secondaire
250 rue Albert Einstein – CS 10269
06905 SOPHIA ANTIPOLIS CEDEX**

Il est recommandé au titulaire de ne pas céder entièrement sa créance dans le cas où celui-ci souhaite recourir à la sous-traitance en cours d'exécution du marché.

ARTICLE 17 – DUREE DU MARCHÉ ET DELAIS D'EXECUTION

17.1 Durée du marché

Le marché débute à compter de sa date de notification au titulaire et commence à s'exécuter à compter de la date indiquée dans l'ordre de service de démarrage de la période de préparation des travaux et s'exécute jusqu'à la date de fin de la garantie de parfait achèvement.

17.2 Délais d'exécution

Le délai global d'exécution des travaux tous lots confondus est de 4 mois, avec une période de préparation de 35 jours à compter de la date figurant sur l'ordre de service prescrivant au titulaire de démarrer de la période de préparation. A défaut d'indication de la date dans l'ordre de service, le délai court à compter de la date de notification de cet ordre de service. Une fois la période de préparation des travaux terminée, un ordre de service notifié au titulaire précise la date de démarrage des travaux. Toutefois, un seul ordre de service peut prescrire les dates de démarrage de la période de préparation et de démarrage de l'exécution des travaux.

Dans ce délai global sont compris le délai d'exécution des travaux de chaque marché, les essais, les épreuves, les contrôles, les Opérations Préalables à la Réception (OPR), le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des emplacements mis à la disposition des entrepreneurs par le MOA pour l'exécution des travaux.

Les délais spécifiques à chaque lot sont détaillés dans le calendrier prévisionnel puis définitif, éventuellement mis à jour en fonction des circonstances.

17.3 Prolongation des délais d'exécution

Une prolongation des délais d'exécution peut être accordée par le CNRS dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG. La prolongation des délais ne donnera pas lieu à indemnité du titulaire.

En cas d'intempéries, au sens des articles L5424-6, L5424-8 à 15 et L5424-18 du Code du travail, entraînant un arrêt de travail sur les chantiers et conformément à l'article 18.2.3 du CCAG, les délais d'exécution des travaux sont prolongés.

La station météorologique de référence est la station météorologique de Valbonne-Sophia (06).

Le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, qui seront défalquées du nombre de journées d'intempéries réellement constatées est égal à 5 jours pour le délai d'exécution du marché de chaque titulaire.

Les phénomènes naturels ne seront pas considérés comme des cas de force majeure susceptible de donner droit à indemnisation par le MOA.

17.4 Réunions de chantier

Après la notification du marché, une réunion de lancement sur site permettant de préciser toutes les modalités pratiques d'exécution des travaux, en conformité avec les réponses apportées dans l'offre du titulaire, sera obligatoirement organisée par le MOE. Des réunions de suivi du chantier seront également prévues.

ARTICLE 18 – PENALITES

Toutes les pénalités s'entendent en jours calendaires et s'appliquent après que le CNRS a demandé au titulaire de présenter ses observations par écrit dans un délai de quinze (15) jours resté sans réponse ou si le CNRS considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard ne lui est pas imputable. Si ces observations sont acceptées par le CNRS, ce dernier diminue ou exonère les pénalités.

Les pénalités ne sont pas libératoires du préjudice subi par le CNRS, ce dernier se réserve ainsi le droit de demander des indemnités devant les juridictions compétentes.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités inférieures à mille (1 000,00) euros HT.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG, le montant total des pénalités est limité à 20% du montant total du marché.

18.1 Pénalité de retard dans l'exécution des travaux

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG, le CNRS applique au titulaire les pénalités suivantes :

- Cent cinquante (150,00) euros HT par jour de retard constaté par le MOE, pour non-respect des délais d'exécution tels que prévus à l'article 17.2 du présent CCAP.

18.2 Pénalité de retard dans la remise des documents fournis après exécution

Conformément à l'article 19.3 du CCAG, le CNRS applique au titulaire les pénalités suivantes :

- Cent (100,00) euros HT par jour de retard constaté par le MOE, pour non-respect du délai de remise des documents tel que prévu par le MOE au moment de sa demande.

18.3 Pénalités de retard dans la remise des documents dans la période de préparation

Le CNRS applique au titulaire la pénalité suivante :

- Cent (100,00) euros HT par jour de retard et par pièce en cas de retard dans la remise des plans ou de tout autre document (notice ; planning ; fiches techniques ; échantillons à fournir sous 15 jours) suivant la demande par le MOE.

18.4 Pénalités de retard dans la remise de tout type de document écrit et graphique en cours de chantier

Le CNRS applique au titulaire la pénalité suivante :

- Cent (100,00) euros HT par jour de retard et par document (études d'exécution, plans, carnets d'échantillons, demandes de réservation, prototype, liste non exhaustive) à défaut de remettre dans les délais requis les documents demandés par le MOE, le bureau de contrôle ou le coordonnateur SPS.

18.5 Pénalités pour absence ou retard injustifiés aux réunions par le titulaire dûment représenté

Le CNRS applique au titulaire les pénalités suivantes :

- Quarante (40,00) euros HT par événement constaté par le MOE, pour un retard de plus de 30 minutes non excusée pour une raison valable par rapport à l'horaire prévu à une réunion programmée par le MOE;

- Deux cent (200,00) euros HT par événement constaté par le MOE, pour absence injustifiée ou non excusée pour une raison valable à une réunion programmée par le MOE ;
- Deux cent (200,00) euros HT par événement constaté par le MOE, dans le cas où une personne qui n'est pas dûment habilitée à représenter le titulaire se présente à une réunion programmée par le MOE.

18.6 Pénalité de retard dans la remise d'un contrat de sous-traitance

Par dérogation à l'article 3.6.1.5 du CCAG, le CNRS applique au titulaire les pénalités suivantes :

- Deux cent (200,00) euros HT par jour de retard constaté par le MOA, pour non-respect du délai de remise du contrat de sous-traitance ou de ses éventuels avenants qui est de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception de la demande du MOA.

18.7 Pénalités en cas de découverte d'un sous-traitant non déclaré sur le chantier

Le CNRS applique au titulaire les pénalités suivantes :

- Cinq mille (5 000,00) euros HT par événement constaté par le MOE, en cas de découverte d'un sous-traitant non déclaré sur le chantier ;
- Deux cent (200,00) euros HT par jour de retard constaté par le MOA, à compter de l'inscription par le MOE de la faute dans un compte-rendu ou un document de suivi de chantier et jusqu'à la régularisation de l'agrément du sous-traitant par le MOA selon les dispositions de l'article 5.11 du présent CCAP.

18.8 Pénalité pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité professionnelle

En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion imputable au titulaire, l'entrepreneur subira une pénalité égale à soixante (60,00) euros HT par heure d'insertion non réalisée.

En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action, l'entrepreneur subira une pénalité égale à cent (100,00) euros HT par jour de retard à compter de la mise en demeure par le MOA.

18.9 Pénalités pour manquement en termes de suivi de la gestion des déchets de chantier

Conformément à l'article 36.2.3 du CCAG, le CNRS applique au titulaire les pénalités suivantes :

- Cent (100,00) euros HT par jour de retard constaté par le MOA, pour absence de remise du Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets (SOGED) pendant la période de préparation du marché telle que définie à l'article 17.2 du présent CCAP ;
- Deux cent (200,00) euros HT par événement constaté par le MOE, pour absence de remise des documents mentionnés à l'article 36.2.2 du CCAG.

18.10 Pénalité pour non-respect de la contribution de l'offre du titulaire du lot 2 à la résilience

En cas de non-respect des obligations visées à l'article 21.3.2 du présent CCAP, le titulaire est passible d'une sanction pécuniaire d'un montant égal à 10 % de la valeur des technologies « zéro net » spécifiques du marché. La violation des obligations visées aux clauses de l'article 21.3.2 du présent CCAP est constatée lors des opérations de vérifications préalables à la mise en paiement de la dernière demande de paiement intervenant dans le cadre de l'exécution du marché.

ARTICLE 19 – LIEU D'EXECUTION

Les travaux seront réalisés à l'adresse suivante :

**CNRS – Délégation Côte d'Azur
Les Lucioles 1 – Campus Azur
250 rue Albert Einstein
06560 VALBONNE**

Deux (2) bâtiments sont concernés par les travaux tel que décrit dans le plan fourni en annexe du CCTP :

- Bâtiment 2 : GREDEG
- Bâtiment 3 : délégation Côte d'Azur

ARTICLE 20 – CLAUSE D'INSERTION PROFESSIONNELLE

Le CNRS, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le CCAP de ce marché public une clause obligatoire d'insertion professionnelle.

Cette clause est applicable uniquement au lot n°1 : étanchéité.

Par dérogation à l'article 20.1 « clause d'insertion sociale » du CCAG, la clause d'insertion professionnelle sera mise en œuvre selon les prescriptions ci-dessous.

L'entreprise titulaire devra réaliser une action d'insertion professionnelle qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Il s'agira de leur réserver, pendant la durée d'exécution du marché, un minimum de **70 heures** de travail.

20.1 Les publics visés

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes, éloignées de l'emploi et rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Sont notamment concernés : les allocataires du revenu de solidarité active demandeurs d'emploi, les demandeurs d'emploi de longue durée sans activité professionnelle régulière (moins de 900 heures sur les 12 derniers mois), les allocataires de minima sociaux, les personnes reconnues travailleurs handicapés, les demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans), les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi, les personnes relevant d'un dispositif de l'insertion par l'activité économique, celles prises en charge dans le secteur du travail adapté ou protégé, les jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :

- Sans qualification (niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ;
- Diplômés justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de France Travail, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi, des Missions Locales ou de CAP Emploi, être considérées comme relevant des publics éloignés de l'emploi.

L'éligibilité du public devra, dans tous les cas, être validée en amont du recrutement par le service gestionnaire des clauses d'insertion professionnelle nommé à l'article 5.5 du présent CCAP.

20.2 Les modalités de mise en œuvre

L'action d'insertion pourra être réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous :

- L'embauche directe, par l'entreprise titulaire ou ses sous-traitants, en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD). Il peut s'agir d'un contrat en alternance (sous conditions) ;
- Le recours à de la mise à disposition de salariés en insertion via une association intermédiaire (AI), une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), une entreprise adaptée de travail temporaire (EATT), une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), ou une entreprise de travail temporaire (ETT) ;
- Le recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI), une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI), ou un travailleur indépendant handicapé (TIH).

20.3 Durée l'éligibilité des publics

Quelle que soit la nature du contrat, une personne recrutée dans le cadre de la clause d'insertion professionnelle peut rester éligible 24 mois.

Si celle-ci est recrutée en CDI au sein de la même entreprise et dans le cadre du même marché prolongera son éligibilité de 12 mois, dans la limite de 36 mois.

Son éligibilité pourra être requestionnée si l'entreprise se voit attribuer un nouveau marché à clauses d'insertion professionnelle.

20.4 Comptabilisation des heures de formation

Si la formation fait partie du contrat de travail, les heures de formation sont valorisées au même titre que celles de travail.

Lorsque la formation, notamment sous forme de POEC/POEI ou CIPI (Contrat d'Insertion Professionnelle Intérimaire), a pour objectif de permettre à ces personnes d'accéder à un emploi dans le cadre de clause d'insertion, le temps de formation initiale, antérieur au contrat de travail, peut être comptabilisé, à certaines conditions cumulatives :

- L'entreprise mobilisée dès l'entrée en POEC/POEI/CIPI, accueille la personne lors des périodes pratiques de la formation ;
- La comptabilisation des heures de formation intervient à la suite du recrutement, à la fin de la période d'essai ;
- La valorisation des heures de formation antérieures au contrat de travail intervient dès lors que le contrat est supérieur à 150 heures.

20.5 Globalisation des objectifs d'insertion

Si dans le cadre territorial d'intervention du facilitateur, le titulaire est attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause d'insertion professionnelle, le titulaire peut solliciter auprès du facilitateur, la globalisation des heures d'insertion, afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes éloignées de l'emploi.

Elle est mise en œuvre en accord avec les MOA concernés, informés en ce sens par le facilitateur, et à condition d'être favorable au salarié en insertion.

Le facilitateur est garant de la répartition des heures pendant la durée d'exécution de chacun des marchés et pendant la période d'éligibilité du salarié concerné.

20.6 Sous-traitance

En cas de sous-traitance, le titulaire doit informer ses sous-traitants de la mise en œuvre d'une clause sociale dans le marché. Si elle décide de demander au sous-traitant de réaliser une partie des heures d'insertion, celle-ci doit être proportionnelle à la part d'activité qui lui est confiée par le contrat de sous-traitance. Le titulaire du marché reste le garant de l'exécution de la clause d'insertion.

20.7 Licenciement économique

En cas de licenciement économique ou de chômage partiel et sous réserve d'obtenir les documents justificatifs validés par la direction du Travail, le MOA examinera la demande de l'entreprise de se voir exonérée de tout ou partie des pénalités liées au non-respect de l'obligation d'insertion.

20.8 Les modalités de contrôle

Il sera procédé, par tous moyens, au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion professionnelle pour laquelle le titulaire s'est engagé.

Le titulaire fournit chaque mois au facilitateur tous renseignements (date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé, encadrement technique, accompagnement socioprofessionnel, formation, etc.) propres à permettre le contrôle régulier de l'exécution de la clause et son évaluation*.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités.

Une pénalité sera également appliquée en cas de non-exécution ou d'exécution partielle de la clause d'insertion.

En tout état de cause, le titulaire doit, dès leur survenance, informer le MOA par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement.

Dans ce cas, le facilitateur étudiera avec le titulaire, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

*Dans le cadre de l'application du RGPD, l'employeur informera son salarié préalablement au transfert de ses données personnelles en vue de leur collecte et traitement dans la base ARCHE Clause, gérée par le PLIE CASA. L'employeur informera également son salarié des conditions de stockage et sécurisation de ces données ainsi que de son droit d'accès, de modification ou de suppression auprès du PLIE CASA au 04 89 87 71 07.

ARTICLE 21 – CLAUSES ENVIRONNEMENTALES

21.1 Organisation et suivi des déchets

Conformément à l'article 36.2.1 du CCAG, le titulaire doit communiquer au MOA un SOGED pendant la période de préparation des travaux. Ce document précisera :

- Les mesures prises par le titulaire pour le tri sur le chantier,
- Le modèle de bordereau de suivi des déchets,
- Le(s) lieu(x) de stockage définitif des déblais et déchets inertes.

Enfin, le titulaire justifiera des volumes des matériaux dont il assurera le recyclage.

La loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte fixe des objectifs pour la réduction des émissions des gaz à effet de serre et de la baisse de la consommation d'énergie : la loi fixe un objectif de valorisation de 70% des déchets des travaux publics.

Le titulaire fournira donc un tableau justifiant les matériaux pris en charge pour leur recyclage, exprimés en volume (m3) sur la base des quantités de la DPGF en justifiant la proportion prise en compte et par quelle filière de traitement (interne ou externalisée) les déchets seront valorisés.

21.2 Garanties photovoltaïques

Les dispositions du CCAG s'appliquent, toutefois les garanties particulières contractuelles suivantes sont prévues :

- Pour le photovoltaïque : 20 ans de garantie produit et 30 ans de garantie de production à 80% de la valeur année 1,
- Pour les onduleurs photovoltaïque et composants électronique associés (capteurs, automates, outils de supervision) : 10 ans de garantie produit.

21.3 Contribution de l'offre du titulaire du lot 2 à la résilience

21.3.1 Définitions

« Zéro net » : niveau auquel les émissions mondiales de gaz à effet de serre anthropiques (générées par les activités humaines) seront totalement équilibrées par les absorptions anthropiques.

« Technologie zéro net » : sont dites technologies « zéro net » les technologies suivantes :

- Les technologies solaires, y compris les technologies photovoltaïques, solaires thermoélectriques et solaires thermiques ;
- Les technologies renouvelables éoliennes terrestres et en mer ;
- Les technologies de batterie et les technologies de stockage de l'énergie ;
- Les pompes à chaleur et les technologies géothermiques ;
- Les technologies de l'hydrogène, les électrolyseurs et piles à combustibles ;
- Les technologies durables de biogaz et de biométhane ;
- Les technologies de CSC ;
- Les technologies de réseaux électriques, y compris les technologies de recharge électrique pour les transports et les technologies de numérisation du réseau ;
- Les technologies de l'énergie nucléaire de fission, y compris les technologies du cycle du combustible nucléaire ;
- Les technologies liées aux carburants de substitution durables ;
- Les technologies hydroélectriques.

« Pays tiers » : est considéré comme un pays tiers tout État extérieur à l'Espace économique européen dont la technologie « zéro net » spécifique ou ses principaux composants spécifiques ne disposent pas d'un accès garanti par l'Accord sur les marchés publics conclu dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce ou à un autre accord international équivalent auquel l'Union européenne est partie.

21.3.2 Dispositif

Le titulaire s'engage à ne pas obtenir, pendant la durée du marché, plus de la part indiquée dans le CRT de la valeur de la technologie « zéro net » spécifique à partir de pays tiers, sous peine de sanctions pécuniaires prévues à l'article 18.10 du présent CCAP.

Les dispositions de la présente clause ne s'appliquent pas aux contrats passés avec des opérateurs économiques issus de pays signataires de l'accord de l'Organisation mondiale du commerce sur les marchés publics (AMP) ou d'autres accords internationaux équivalents liant l'Union européenne.

Le titulaire s'engage à fournir au MOE un récapitulatif contenant l'ensemble des informations nécessaires à la détermination de l'origine de la technologie « zéro net » spécifique ou de ses principaux composants spécifiques. Il s'engage à fournir au MOE, à sa demande, les preuves adéquates permettant de vérifier la véracité de ces informations.

Ces récapitulatifs et les preuves les accompagnant sont fournis au MOE dans le délai de dix jours francs à compter de la réception, par le titulaire, de la demande de sa communication par le MOE intervenant en cours d'exécution du marché.

Lorsque ce récapitulatif et ces preuves n'ont pas été demandées en cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu de fournir de sa propre initiative au MOE ou au MOA les récapitulatifs et les preuves visés en supra au plus tard, de manière concomitante à l'envoi de la dernière demande de paiement intervenant dans le cadre de l'exécution du marché.

ARTICLE 22 – MODIFICATION DU CONTRAT : CLAUSES DE REEXAMEN

22.1 Modification du groupement d'entreprises

En cas de groupement d'entreprises, la composition dudit groupement pourra être modifiée au cours de l'exécution du marché (substitution d'un ou plusieurs cotraitants par un ou plusieurs opérateurs économiques, etc.).

La modification envisagée est soumise à l'acceptation préalable du CNRS. En cas de substitution ou d'ajout d'un cotraitant, ou de reprise par l'un des autres cotraitants, le titulaire prend sa décision au vu de son aptitude à assurer la poursuite de l'exécution du marché dans les conditions contractuelles convenues. À cette fin, il produit :

- Un courrier présentant les raisons de la modification, accompagné des documents justificatifs ;
- L'ensemble des documents et renseignements qui étaient exigés par les documents de consultation du présent marché pour l'analyse des candidatures ;
- Les documents justificatifs et autres moyens de preuve de l'absence de motifs d'exclusion de la commande publique définis par les articles R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique.

En cas d'acceptation du CNRS, une modification du contrat ou un avenant entérine la substitution de cet opérateur économique au cotraitant initial.

Il est entendu que cette substitution n'entraîne aucune autre modification des conditions contractuelles que celles qui résultent nécessairement de cette substitution de titulaire (identité et représentants du cocontractant, coordonnées postales et bancaires). Le cotraitant substitué reprend purement et simplement l'ensemble des droits et obligations du cotraitant initial résultant du présent marché à la date d'effet de la substitution.

De même, la nature du groupement ou le statut du mandataire d'un groupement conjoint pourront également faire l'objet d'une modification à l'initiative du mandataire du groupement.

22.2 Modification de la rémunération en cas de groupement d'entreprises solidaire

En cas de groupement d'entreprises solidaire, la rémunération des membres du groupement pourra être modifiée au cours de l'exécution du marché.

En fonction du choix initial du titulaire, le paiement pourra être modifié pour être effectué sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire, ou à l'inverse pour que chaque membre du groupement perçoive directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

Dans le second cas, le titulaire détaillera la répartition des prestations restant à réaliser de chacun des membres du groupement.

ARTICLE 23 – REALISATION DES OUVRAGES

23.1 Contrôles

Au titre de son marché, le titulaire doit non seulement effectuer l'intégralité des travaux de sa profession nécessaires au complet achèvement des ouvrages et au parfait fonctionnement des équipements sans exception ni réserve, mais également ceux qui sont indispensables pour satisfaire aux exigences de la réglementation en

vigueur, et ce, même si les CCTP ne les décrivent pas ou si les indications (cotes ou autres) portées aux CCTP ou aux documents graphiques doivent être modifiées ou adaptées pour atteindre ce résultat.

Les CCTP et les documents graphiques se complètent réciproquement, le titulaire devra donc réaliser les travaux indispensables à l'achèvement des ouvrages en accord avec le MOE. En cas de contradiction, l'ordre de priorité est celui défini à l'article 6 du présent CCAP.

➤ **Vérification des matériaux et produits - essais et épreuves**

Les essais et épreuves de matériaux et produits prévus par les normes homologuées listées aux CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par ceux-ci à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et épreuves de matériaux et produits non prévus au CCTP et demandés par le MOE sont à la charge du MOA après son accord. Par dérogation à l'article 24.7 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences des CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

➤ **Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux**

Les stipulations de la réglementation applicable, des normes homologuées et du CCTG sont seules applicables.

Les essais et contrôles d'ouvrage ou parties d'ouvrage prévus par les CCTP sont assurés par le titulaire, à la diligence et en présence de la MOE.

A l'issue des essais et des contrôles, le titulaire fournira à la MOE les procès-verbaux correspondants, signés contradictoirement. Ceux-ci indiqueront les valeurs et résultats obtenus.

23.2 Préparation des travaux

Comme indiqué à l'article 17.2 du présent CCAP, la durée de la période de préparation des travaux est de 20 jours. Ce délai est inclus dans le délai global d'exécution.

Au cours de toute période de préparation et conformément à l'article 28 du CCAG, à la demande du MOE, du CSPS et du CT, il est procédé notamment à :

- Élaboration par les titulaires et présentation au visa du MOE, dans les conditions prévues à l'article 28.2 du CCAG, du programme d'exécution des travaux et ses annexes. Le visa du MOE est donné pour conformité au projet et ne dégage en rien la responsabilité technique de l'entreprise ;
- Élaboration du calendrier d'exécution détaillé par le MOA après consultation des titulaires ;
- Réalisation des études d'exécution et plans d'atelier et de chantier ;
- Réalisation des études de synthèse ;
- Établissement et remise au MOE des notes de calcul et études de détail nécessaires ;
- Remise des échantillons et nuancier demandés par le MOE ;
- Établissement par toute entreprise intervenant sur le chantier sous la coordination du CSPS du projet d'installation de chantier, des Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) dans le cadre du Plan Général de Coordination (PGC) établi par le CSPS et des plans particuliers de prévention ;
- Élaboration pour validation du Plan d'Implantation Chantier (PIC) ;
- Installations de chantier.

L'ensemble des documents définis ci-dessus est à fournir dans les délais prévus à l'article 28.2.3 du CCAG ou dans le délai prévu dans le calendrier des travaux.

23.3 Plans d'exécution et de synthèse – Notes de calcul – Etudes de détail

Le titulaire établit, notamment d'après les éléments du dossier de consultation, les documents nécessaires à la réalisation des ouvrages, tels que les plans d'exécution, notes de calculs, études de détail. Ces documents sont soumis au visa du MOE et si besoin à l'avis du CT. Les observations éventuelles sont présentées au plus tard quinze (15) jours calendaires après leur réception.

Ne peuvent recevoir un commencement d'exécution que les travaux définis sur les plans et documents validés par le CT et le MOE.

Ces documents doivent être remis au format électronique et également en format papier lisible pour les plans à la MOE, et si nécessaire au CT.

Ces documents devront être diffusés auprès des différents intervenants suivant une procédure définie lors de la période de préparation par le MOE. Après avis négatif ou suspensif du CT, ces documents seront à revoir et à transmettre à nouveau dans un délai de dix (10) jours calendaires.

23.4 Travaux modificatifs

Des travaux modificatifs pourront être demandés au titulaire par l'intermédiaire de Fiches de Travaux Modificatifs (FTM).

Les étapes dans le traitement des travaux modificatifs sont :

- Etablissement de la FTM par le MOE. A ce stade, la FTM a pour objet de définir les prestations à réaliser. Elles peuvent être annexées de descriptifs, de plans et d'un planning ;
- Chiffrage de la FTM par le titulaire, en se basant sur les prix figurant dans la DPGF ;
- Analyse du chiffrage, compilation de la FTM et transmission au CNRS après signature du MOE, du titulaire du lot concerné et éventuellement du bureau de contrôle ;
- Etablissement de l'ordre de service de prise en compte de la FTM par le MOE ;
- Validation et signature du MOA ;
- Notification de l'ordre de service au titulaire par le MOE.

Le titulaire ne pourra réaliser les travaux qu'après réception de cet ordre de service. Les FTM peuvent être positives ou négatives.

ARTICLE 24 – RECEPTION ET GARANTIES CONTRACTUELLES

24.1 Réception

La réception des travaux se déroule comme prévu au chapitre 5 du CCAG.

24.2 Délai de la garantie de parfait achèvement

Conformément à l'article 44.1 du CCAG, le délai de Garantie de Parfait Achèvement (GPA) est d'un (1) an à compter de la date d'effet de la réception des travaux ou de la date d'effet de chaque réception partielle, sous réserve d'une prolongation de la période de parfait achèvement par décision du CNRS.

24.3 Garanties particulières

Au titre du présent marché, des garanties particulières sont prévues à l'article 21.2 du présent CCAP.

ARTICLE 25 – RESILIATION

25.1 Résiliation sans faute

Le CNRS se réserve la possibilité, à tout moment, et sans faute du titulaire, de mettre fin au contrat avant l'achèvement de celui-ci, par une décision de résiliation notifiée au titulaire dans les cas où le titulaire est dans

l'impossibilité d'exécuter le contrat du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure ou pour un motif d'intérêt général.

La résiliation du contrat prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation notifiée au titulaire, ou à défaut à la date de sa notification.

Par dérogation à l'article 50.3 du CCAG, la résiliation non constitutive d'une faute du titulaire n'entraîne pas le versement d'indemnité à celui-ci, à l'exception des frais éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été pris en compte dans le montant des prestations payées. Il incombe au titulaire d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

25.2 Résiliation pour faute

Le présent contrat peut être résilié dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG. Cette résiliation peut être soit simple, soit aux frais et risques du titulaire dans les conditions prévues à l'article 52 du CCAG.

Après signature du contrat, en cas d'inexactitude des documents demandés au titre de l'offre (pièces mentionnées aux articles D. 8222-5-1° du code du travail et D. 243-15 du code de sécurité sociale et attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales) et de ceux fournis au titre de la candidature, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

25.3 Résiliation pour redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au CNRS par le titulaire du contrat. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du contrat.

Le CNRS adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du contrat. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du contrat est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du contrat, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

Toutefois, après son expiration ou après résiliation comme spécifié ci-dessus, les deux parties demeurent liées du fait des prestations ou de règlements qui resteraient à effectuer.

ARTICLE 26 – LITIGES – DROIT APPLICABLE

En cas de litige, le tribunal administratif de Nice est seul compétent.

Ce contrat, l'ensemble de ses dispositions, y compris accessoires, et ses annexes sont exclusivement soumis au droit français.

ARTICLE 27 – DEROGATION AU CCAG

Le présent CCAP déroge aux CCAG sur les articles suivants :

CCAP	CCAG
Art. 8.2	Art. 48
Art. 18	Art. 19.2.1 et 19.2.2
Art. 18.1	Art.19.2.3
Art. 18.3	Art. 3.6.1.5
Art. 20	Art. 20.1
Art. 23.1	Art. 24.7
Art. 25.1	Art. 50.3